

# A.C.I.R.E.Ph.

Association pour la Création d'Instituts de Recherche sur l'Enseignement de la Philosophie

---

## La fabrique du consentement ou comment manipuler les croyances des professeurs de philosophie

*Le texte ci-dessous est une parfaite illustration des techniques de radicalisation de l'opinion utilisées par les experts du collectif que dirigent Pena-Ruiz et consorts, les éternels opposants de toute réforme et anciens animateurs du précédent « collectif » contre le Rapport Derrida-Bouveresse.*

---

### Contre le retour d'une philosophie officielle, par Henri Pena-Ruiz

Marianne (©) 27février 2001

**[ Le titre dit déjà tout... on agite le spectre d'une « philosophie officielle », la recette est inusable !]**

L'enseignement philosophique ne consiste pas à imposer une philosophie, mais à faire philosopher les élèves **[Qui dit le contraire ? Mais on suggère ainsi que le grand Méchant Renault veut lui, imposer « sa » philosophie]**. C'est-à-dire à leur permettre d'exercer leur jugement de façon autonome dans la réflexion critique sur les questions majeures de l'existence humaine. Les professeurs de philosophie sont attachés à ce qui fait l'originalité et l'enjeu décisif de leur discipline. Or ils assistent aujourd'hui à une grave mise en cause **[c'est en tous cas ce que veut faire croire Pena-Ruiz]** de ce qui fonde et justifie leur travail. Leur mobilisation contre le programme proposé par Alain Renault et le groupe d'experts qu'il a constitué par cooptation a pris une ampleur considérable **[c'est vrai et on sait pourquoi]**. On peut comprendre ce tollé si l'on rappelle certaines choses qui n'intéressent pas les seuls philosophes, mais aussi les citoyens attachés à une formation du jugement éclairé **[car il en va effectivement du salut républicain national, rien moins que cela !]**.

**Un peu d'histoire [ une histoire entièrement fausse et entièrement réécrite ; voir les preuves dans notre acte 4 de la guerre des programmes].**

Il y a trois ans, un nouveau programme avait été proposé par le Groupe Technique Disciplinaire de philosophie, dirigé par M. Dagognet, professeur d'université, et M. Lucien, Inspecteur général de philosophie **[c'était en vérité Christiane Menasseyre qui tenait la plume]**. Soumis à une consultation des professeurs de philosophie, ce programme avait été massivement approuvé **[Pena-Ruiz voudrait faire croire qu'il y a eu une large consultation, comme pour les programmes Renault... en vérité, dans le plus secret, deux cents professeurs dûment sélectionnés par l'Inspection elle-même ont été rassemblés précipitamment rue de Grenelle pour voter pour ou contre le projet.. qu'ils ont « majoritairement » approuvés au nom de leur 5000 collègues et alors que toutes les associations – y compris l'APPEP - et tous les syndicats le dénonçaient !]**.

Mais c'est l'avis négatif de Luc Ferry, président du Conseil National des Programmes, qui avait alors prévalu sur celui de l'ensemble de la communauté des professeurs **[Sophisme et**

**mensonge : 1° ce n'est pas l'avis de Luc Ferry mais bien celui unanime de tous les membres du Conseil National des Programmes 2° ainsi que l'hostilité des associations et syndicats qui ont décidé 3° le Ministère à le retoquer] .**

La réforme acceptée par les professeurs avait donc été abandonnée**[la répétition soulignée d'un mensonge n'en fait pas une vérité].** Alain Renault, professeur à Paris IV, et auteur d'ouvrages de philosophie politique, fut alors choisi pour constituer et diriger le nouveau groupe d'experts, dont le programme vient de faire l'objet d'un rejet sans appel par les professeurs consultés **[un rejet « en l'état » mais la consultation devait justement permettre d'amender le texte dans le sens souhaité par les professeur].**

Dans des proportions variant entre 60 et 90 % selon les Académies **[Cf. comme ce « consensus » a été fabriqué dans l'épisode 3]**, ce rejet massif porte sur l'esprit **[faux, cf. la synthèse nationale]** autant que sur la lettre du nouveau texte. Il marque le souci d'affirmer ce qui fonde le rôle émancipateur de l'enseignement philosophique, à savoir son caractère critique et réflexif, gage de la citoyenneté éclairée si souvent invoquée comme sa finalité essentielle **[c'est exactement ce qui est dit dans les nouveaux programmes !]** Un tel rôle est inconciliable avec toute philosophie officielle imposant des orientations philosophiques voire idéologiques. La liberté reconnue aux professeurs de concevoir eux-mêmes leurs problématiques est en danger **[confusion et amalgame : la liberté pédagogique, celle des références académiques et des conclusions étaient au contraire plus que jamais garanties : on ne voit pas en quoi le fait d'inscrire des questions comme « la maîtrise de la nature » ou « liberté et justice sociale » est attentatoire à la liberté ! L'esprit grégaire poussera beaucoup de professeurs à répéter pourtant cette accusation sans être capable de l'étayer la moins du monde].**

Et ce danger va de pair avec le risque d'une transformation de l'épreuve du baccalauréat en une question de cours **[Toujours les mêmes mensonges ! Il n'a jamais été envisagé de questions de cours, les exercices traditionnels de la dissertation et de l'étude du texte étaient au contraire maintenus tels quels ! Mais déjà Pena-Ruiz avait faire courir ces légendes contre Derrida et Bouveresse] .**

Deux exemples suffiront à rendre manifeste ce danger qui pèse sur l'enseignement philosophique. Le programme contesté comporte la rubrique suivante : « *la laïcité : éthique et croyance religieuse* ». Un tel passage obligé est discutable, et sans véritable pertinence si ce n'est d'un certain point de vue idéologique. Il est pourtant privilégié par le fait que les sujets de dissertation du baccalauréat devront désormais s'ordonner explicitement à ce genre d'« éclairage ». Bref, la liberté du professeur d'élucider autrement le concept de laïcité le condamne à se mettre en marge des sujets attendus. Elle est donc fictive. **[Il vaut la peine de relire plusieurs fois ces quelques lignes ! Réfléchir à la laïcité, aux liens entre éthique et croyance religieuse, c'est-à-dire à des problèmes contemporains de première importance abordés par à peu près tous les philosophes du politique serait un « exemple manifeste de danger » pur la liberté du professeur ! Et pourquoi ? Parce qu'il ne pourrait pas selon Pena-Ruiz aborder autrement la laïcité. 1° Rien n'interdit au professeur d'approfondir un thème dans la direction de son choix 2° Cette question est déjà si vaste... qu'on ne voit vraiment pas en quoi elle porte atteinte à la liberté ! En fait, Pena-Ruiz serait plus honnête s'il disait clairement qu'il ne veut pas de programme, qu'il réclame le droit de parler de tout et n'importe quoi selon son humeur]**

Autre exemple, étrange pour un programme qui se dit ouvert sur l'actualité : le seul type de rapport d'oppression mentionné est...l'esclavage antique ! Un professeur qui parlerait de la mondialisation capitaliste sortirait donc du programme... **[Ce qui est surtout inquiétant c'est qu'un professeur de philosophie ne sache pas lire et soit à ce point ignorant du caractère contemporain du problème de l'esclavage, soit au sens le plus classique du terme, soit dans certaines formes du salariat en régime capitaliste, on ne sortirait donc pas du programme, bien au contraire, en abordant ces problématiques].**

Le programme impose donc des « questions à ancrage contemporain » dont en fait la formulation s'ordonne clairement à des présupposés contestables, relevant d'une conception particulière. **[Et nous venons de voir qu'il n'en est rien, mais l'important est de le faire croire]**

Toute la question est de savoir si les 6500 professeurs de philosophie des classes terminales devront se soumettre à la philosophie particulière d'Alain Renaut, ou s'ils garderont la liberté de choisir d'autres éclairages et d'autres références. **[Toute la question est de savoir si les 6500 professeurs croiront sur parole les balivernes de Pena-Ruiz et de son collectif ou s'ils prendront le soin de lire le texte exact des nouveaux programmes ; Pena-Ruiz et son collectif avaient déjà réussi à faire signer une pétition contre le Rapport Derrida-Bouveresse par un grand nombre de professeurs qui confesseront ensuite ne pas l'avoir lu]**

D'autres exemples, comme celui qui concerne le problème de la technique, tout aussi verrouillé philosophiquement, pourraient être cités **[Plus c'est gros, plus cela passe. La question proposée à la réflexion par le programme s'intitule « La maîtrise de la technique » ; Pena-Ruiz y voit un danger et de l'idéologie !].**

Quant aux notions philosophiques, leur couplage systématique produit le même effet de prédétermination et d'enfermement, avec un risque évident de transformation de l'épreuve en question de cours, ce qui la dessaisirait de sa valeur philosophique. **[1° Observons que Pena-Ruiz défendait les précédents programmes qui comportaient pourtant de tels couplages et qu'il défendra ensuite ceux faits par Michel Fichant comportant eux des couplages ! L'argument est donc à géométrie variable 2° Examinons ces couples de notions qui font encourir un risque mortel à la pensée et à la liberté philosophiques en France : « La nature et la culture », « La conscience, l'inconscient, le sujet », « Le devoir et le bonheur », « La technique, l'art et le beau ». Il faudra quand même expliquer en quoi ces associations tout à fait traditionnelles (puisqu'on les retrouve souvent dans les programmes de philosophie depuis 1923) enferment ou prédéterminent la pensée !]**

D'ores et déjà, il semble difficile que le Ministre de l'éducation nationale maintienne l'entrée en vigueur précipitée du programme contesté en septembre prochain. Le cabinet du ministre avait assuré qu'il n'était pas question d'imposer un programme si celui-ci se trouvait rejeté majoritairement. Il avait par ailleurs manifesté son souci que le groupe d'experts reflète davantage, par un véritable pluralisme de sa composition, le corps des enseignants de philosophie. Sur ces deux points, les professeurs attendent que la parole donnée soit tenue. **[Et c'est justement ce qui a été fait : le programme contesté a été retoqué et remplacé par un nouveau programme amendé, le GEPS a été élargi à l'Inspection]**

La sagesse serait effectivement de différer d'un an la mise en application de tout nouveau programme, et de se donner ainsi le temps d'y travailler, avec un groupe d'experts refondu selon une exigence élémentaire de pluralisme véritable, et de prise en compte des avis exprimés par l'ensemble des professeurs. Jamais, sinon, le fossé n'aura été aussi grand entre le groupe d'experts et le corps des professeurs qui auront la charge de faire vivre le programme dans les classes. **[Où l'on voit que contrairement aux proclamations initiales du Collectif, il ne s'agit plus désormais que d'obtenir le retrait des nouveaux programmes, de fouler aux pieds la demande tout aussi insistante de changement que portaient les enseignants et d'obtenir la nomination d'un groupe *ad hoc* chargé de restaurer l'ordre ancien]**

Les professeurs de philosophie ne comprendraient pas qu'une réforme qu'ils rejettent leur soit imposée malgré tout, alors qu'une réforme qu'ils approuvaient a été récusée. Ils vivraient comme une véritable violence le passage en force du texte contesté, ou la manœuvre qui consisterait à l'assortir d'amendements mineurs destinés à donner le change en en maintenant l'essentiel. **[Pena-Ruiz ne veut absolument pas que les professeurs se prononcent sur les programmes amendés, il veut seulement utiliser le rejet du premier texte pour faire passer tout autre chose : le retour à la situation antérieure qui plombe pourtant l'enseignement de philosophie depuis le milieu des années 70]**

Que vaudrait dès lors la volonté affichée de consulter et de respecter l'avis des enseignants, solidaire de l'intérêt bien compris des élèves ? **[L'intérêt des élèves, c'est précisément la dernière chose dont se soucie les collectif !]** Rappelant le souci de dialogue manifesté par l'actuel Ministre dès son entrée en fonction, les professeurs se sont adressés directement à lui, pour lui demander de prendre les mesures suivantes, qui auraient le mérite de relancer la réflexion sur des bases plus larges :

*« Un moratoire d'un an pour l'entrée en vigueur d'un nouveau programme ; la constitution du groupe d'experts selon un souci de véritable pluralisme ; l'abandon pur et simple des « questions à ancrage contemporain » qui verrouillent idéologiquement la réflexion ; la remise en chantier de la présentation des notions du programme avec le souci d'éviter une trop grande prédétermination ; l'abandon des considérations qui semblent faire de l'argumentation une fin en soi, indépendamment des problèmes qui importent concrètement à la pensée. »*

Ces demandes figurent dans le texte d'une pétition publique diffusée par le « Collectif pour l'enseignement philosophique », qui a d'ores et déjà recueilli près d'un millier de signatures.

HENRI PENA-RUIZ.